

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1964 Nr. 30

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Volksrepubliek Polen tot schadeloosstelling voor bepaalde Nederlandse belangen in Polen, met bijbehorende brieven;
Warschau, 20 december 1963*

B. TEKST

**Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le
Gouvernement de la République Populaire de Pologne concernant
l'indemnisation de certains intérêts néerlandais en Pologne**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne,

Désireux de régler certains problèmes financiers entre leurs pays,
Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Le Gouvernement polonais paiera au Gouvernement néerlandais un montant fixé à 9.050.000 florins néerlandais, à titre de règlement global et forfaitaire:

- a) des indemnités pour les biens, droits et intérêts néerlandais touchés par la législation polonaise de nationalisation ou de caractère similaire et par les mesures qui en découlent, promulguées ou prises avant la signature du présent Accord, (qualifiées ci-après comme „les mesures polonaises”);
- b) des créances néerlandaises contre des personnes physiques ou morales en Pologne dont les biens ont été touchés par les mesures polonaises;
- c) des créances néerlandaises contre l'Etat polonais non incorporées dans des titres d'emprunts publics;

- d) des obligations d'emprunts publics polonais et autres obligations d'emprunts polonais émises avant 1939, libellées en florins néerlandais ou livres sterling, appartenant le 1 septembre 1939 et à la date de la signature du présent Accord à des personnes physiques ou morales néerlandaises.

Article 2

1. Sont considérés comme biens, droits et intérêts néerlandais, aux termes du présent Accord, les biens, droits et intérêts appartenant à des personnes physiques ou morales néerlandaises ayant ce statut à la date des mesures polonaises qui ont touché leurs biens, droits et intérêts ainsi qu'à la date de la signature du présent Accord.

2. Sont considérées comme créances néerlandaises, aux termes du présent Accord, les créances nées avant le 9 mai 1945 et appartenant à cette date et à la date de la signature du présent Accord, à des personnes physiques ou morales néerlandaises.

3. Le présent Accord ne concerne pas les avoirs et comptes en banque appartenant à des personnes physiques ou morales néerlandaises.

Article 3

1. Le règlement du montant prévu à l'article premier sera effectué par des versements annuels en florins néerlandais.

2. Chaque versement annuel correspondra à un pourcentage échelonné des paiements nets, frais et services exclus, excédant dix-huit millions de florins, effectués au cours de l'année civile précédente, en florins néerlandais ou en monnaies convertibles, sur l'ordre de résidants du Royaume des Pays-Bas, en règlement d'exportations polonaises à destination dudit Royaume, à savoir:

cinq pour cent sur la tranche du montant total annuel des paiements nets comprise entre dix-huit et cinquante millions de florins néerlandais;

huit pour cent sur le montant total annuel des paiements nets qui excède cinquante millions de florins néerlandais.

3. Les versements annuels s'effectueront sur l'ordre du Gouvernement polonais par la Narodowy Bank Polski sur la base des données fournies par la Nederlandsche Bank à la Narodowy Bank Polski et dans les trois mois après la présentation desdites données.

4. Les versements annuels seront portés au crédit d'un compte en florins néerlandais dénommé „Indemnisation-Pologne” qui sera ouvert sur les livres de la Nederlandsche Bank au nom du Gouvernement néerlandais.

5. Le premier versement à effectuer couvrira la période du premier janvier au trente et un décembre mil neuf cent soixante trois.

6. Le dernier versement représentera la différence entre le montant total à payer en vertu de l'article premier et le total des versements déjà effectués.

Article 4

1. Le règlement intégral par le Gouvernement polonais du montant global et forfaitaire mentionné à l'article premier aura effet libératoire, en ce qui concerne la totalité des prétentions néerlandaises visées à l'article précité tant pour l'Etat polonais que pour toutes personnes physiques ou morales polonaises.

2. Le Gouvernement néerlandais s'engage à ne pas appuyer ou faire valoir auprès du Gouvernement polonais, les prétentions réglées par le présent Accord.

Article 5

1. Après paiement intégral du montant global et forfaitaire mentionné à l'article premier, le Gouvernement polonais sera mis en possession des titres représentatifs des prétentions néerlandaises réglées par le présent Accord.

2. Dans le cas où le Gouvernement néerlandais serait dans l'impossibilité de fournir les titres mentionnés à l'alinéa précédent, le Gouvernement polonais recevra un document libératoire approprié, signé par l'ayant droit ou les ayants droits intéressés.

3. Le Gouvernement polonais considérera comme définitivement réglées toutes les prétentions polonaises de droit public envers tous les intéressés néerlandais, pour autant qu'elles se rapportent aux prétentions réglées par le présent Accord. En particulier, les intéressés néerlandais seront définitivement dégagés de toute obligation fiscale résultant de dispositions légales ou réglementaires polonaises et se rapportant tant aux biens et intérêts qui ont fait l'objet des mesures polonaises, qu'aux indemnités qui leur reviennent du chef de l'application de ces mesures. Le montant global et forfaitaire est, en outre, payé net de tous impôts ou charges futurs polonais.

4. Le Gouvernement polonais ne pourra plus faire valoir les prétentions polonaises de droit public mentionnées à l'alinéa 3 du présent article.

5. Les propriétaires antérieurs néerlandais d'entreprises ou d'immeubles, qui ont été l'objet des mesures polonaises, sont libérés de toute obligation née antérieurement à celles-ci et qui incombe à ces entreprises ou grève ces immeubles.

Article 6

La répartition du montant global et forfaitaire de 9.050.000 florins néerlandais prévu à l'article premier, entre les personnes néerlandaises intéressées, est entièrement de la compétence et de la responsabilité du Gouvernement néerlandais.

Article 7

En vue de faciliter au Gouvernement néerlandais la répétition du montant global et forfaitaire, le Gouvernement polonais, à la demande du Gouvernement néerlandais, fournira — dans la mesure du possible — toutes les informations nécessaires pour permettre l'examen des requêtes des intéressés néerlandais.

Article 8

L'application du présent Accord au Surinam et aux Antilles néerlandaises est soumise à l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, laquelle sera considérée comme accordée tacitement sauf notification contraire du Gouvernement néerlandais au Gouvernement polonais dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 9

Le présent Accord sera soumis à l'approbation des autorités constitutionnellement compétentes. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des notes constatant l'accomplissement de cette condition.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Varsovie le 20 décembre 1963 en double original en langue française.

Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas

(s.) G. VAN VLOTEN

Pour le Gouvernement de la
République Populaire de
Pologne

(s.) FR. HOFMOKL

Nr. I

REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE
MINISTÈRE DES FINANCES

Varsovie, le 20 Décembre 1963

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant à l'Article premier de l'Accord entre le Gouvernement de la République Populaire de Pologne et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant l'indemnisation de certains intérêts néerlandais en Pologne, signé ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que cet Accord ne règle pas les obligations d'emprunts polonais émises ou garanties avant la guerre par l'Etat polonais, libellées en

dollars des Etats Unis, détenues par des personnes physiques ou morales néerlandaises. Ces obligations bénéficieront du même traitement que celles détenues par les ressortissants américains.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir prendre note de ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

(s.) FR. HOFMOKL

Conseiller du Ministre des Finances

*Monsieur G. van Vloten
Chargé d'Affaires a.i.
du Royaume des Pays-Bas
à Varsovie*

Nr. II

AMBASSADE ROYALE
DES PAYS-BAS

Varsovie, le 20 Décembre 1963

Monsieur le Conseiller,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

(zoals in nr. I)

J'ai l'honneur de vous confirmer que j'ai pris note de ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de ma haute considération.

(s.) G. VAN VLOTEN
Chargé d'Affaires a.i.

*Monsieur Fr. Hofmokl
Conseiller du Ministre des Finances
à Varsovie*

Nr. III

AMBASSADE ROYALE
DES PAYS-BAS

Varsovie, le 20 Décembre 1963

Monsieur le Conseiller,

Me référant à l'Article premier de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne concernant l'indemnisation de certains intérêts néerlandais en Pologne, signé ce jour, j'ai l'honneur de constater que cet Accord ne règle pas les emprunts des anciennes dettes publiques autrichiennes et hongroises, dont la Caisse Commune des Porteurs des Dettes publiques autrichiennes et hongroises centralise le service.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir confirmer ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de ma haute considération.

(s.) G. VAN VLOTEN
Chargé d'Affaires a.i.

Monsieur Fr. Hofmøkl
Conseiller du Ministre des Finances
à Varsovie

Nr. IV

REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE
MINISTÈRE DES FINANCES

Varsovie, le 20 Décembre 1963

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

(zoals in nr. III)

J'ai l'honneur de vous confirmer ce qui précède et en outre de réitérer que la Délégation Polonaise a déclaré de n'être pas à même de discuter ces emprunts.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

(s.) FR. HOFMOKL

Conseiller du Ministre des Finances

Monsieur G. van Vloten
Chargé d'Affaires a.i.
du Royaume des Pays-Bas
à Varsovie

Nr. V

AMBASSADE ROYALE
DES PAYS-BAS

Varsovie, le 20 Décembre 1963

Monsieur le Conseiller,

Me référant à l'Article premier sous c) de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne concernant l'indemnisation de certains intérêts néerlandais en Pologne, signé ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement néerlandais renonce au paiement d'un montant de 133.500 florins néerlandais par la République polonaise, étant le solde de la dette de l'Etat polonais envers l'Etat néerlandais, établie le 14 mars 1935 en réglant le „Relief Debt” de la Pologne envers les Pays-Bas.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir prendre note de ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de ma haute considération.

(s.) G. VAN VLOTEN

Chargé d'Affaires a.i.

Monsieur Fr. Hofmokl
Conseiller du Ministre des Finances
à Varsovie

Nr. VI

REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE
MINISTÈRE DES FINANCES

Varsovie, le 20 Décembre 1963

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

(zoals in nr. V)

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai pris note de ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

(s.) FR. HOFMOKL

Conseiller du Ministre des Finances

*Monsieur G. van Vloten**Chargé d'Affaires a.i. du Royaume des Pays-Bas
à Varsovie*

Nr. VII

AMBASSADE ROYALE
DES PAYS-BAS

Varsovie, le 20 Décembre 1963

Monsieur le Conseiller,

Me référant à l'Article premier de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne concernant l'indemnisation de certains intérêts néerlandais en Pologne, signé ce jour, j'ai l'honneur de constater que cet Accord ne règle pas les obligations des emprunts de l'ancienne Ville Libre de Dantzig et de l'ancien Conseil du Port et des Voies d'Eau de Dantzig.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir confirmer ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de ma haute considération.

(s.) G. VAN VLOTEN
Chargé d'Affaires a.i.

Monsieur Fr. Hofmohl
Conseiller du Ministre des Finances
à Varsovie

Nr. VIII

REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE
MINISTÈRE DES FINANCES

Varsovie, le 20 Décembre 1963

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

(zoals in nr. VII)

J'ai l'honneur de vous confirmer ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

(s.) FR. HOFMOKL
Conseiller du Ministre des Finances

Monsieur G. van Vloten
Chargé d'Affaires a.i.
du Royaume des Pays-Bas
à Varsovie

Reçu par le service des affaires étrangères le 20 décembre 1963

C. VERTALING**Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Poolse Volksrepubliek inzake schade-loosstelling voor bepaalde Nederlandse belangen in Polen**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Poolse Volksrepubliek,

Verlangende zekere financiële vraagstukken tussen hun beide landen te regelen,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

De Poolse Regering betaalt aan de Nederlandse Regering een bedrag van 9.050.000 gulden, als algehele afdoening van:

- a) de schadevergoeding voor de Nederlandse eigendommen, rechten en belangen, welke zijn getroffen door de Poolse nationalisatiewetgeving of wetgevingsmaatregelen van soortgelijke aard, en door de daaruit voortvloeiende maatregelen, welke vóór de ondertekening van deze Overeenkomst zijn uitgevaardigd of genomen, hierna te noemen „de Poolse maatregelen”;
- b) de Nederlandse schuldvorderingen op natuurlijke personen of rechtspersonen in Polen wier eigendommen door de Poolse maatregelen zijn getroffen;
- c) de Nederlandse schuldvorderingen op de Poolse staat die niet in overheidsleningen belichaamd zijn;
- d) de in guldens of ponden sterling luidende Poolse overheidsobligaties en andere Poolse obligaties in guldens of in ponden sterling uitgegeven vóór 1939 zowel als op 1 september 1939, als op de datum van ondertekening van deze Overeenkomst, in handen van Nederlandse natuurlijke personen of rechtspersonen.

Artikel 2

1. Als Nederlandse eigendommen, rechten en belangen in de zin van deze Overeenkomst worden beschouwd de eigendommen, rechten en belangen toebehorend aan Nederlandse natuurlijke personen of rechtspersonen die op de datum waarop hun eigendommen, rechten en belangen door Poolse maatregelen werden getroffen, alsmede op de datum van ondertekening van deze Overeenkomst deze hoedanigheid reeds bezaten.

2. Als Nederlandse schuldvorderingen in de zin van deze Overeenkomst worden beschouwd schuldvorderingen ontstaan vóór 9 mei 1945 en zowel op die datum, als op de datum van ondertekening van deze Overeenkomst, toebehorend aan Nederlandse natuurlijke personen of rechtspersonen.

3. Deze Overeenkomst heeft geen betrekking op bank-tegoeden van Nederlandse natuurlijke personen of rechtspersonen.

Artikel 3

1. De betaling van het in artikel 1 bedoelde bedrag vindt plaats door middel van jaarlijkse stortingen in guldens.

2. Iedere jaarlijkse storting komt overeen met een getrapte percentage van de in de loop van het voorafgaande kalenderjaar verrichte netto betalingen, kosten en dienstengelden niet inbegrepen, voor zover 18 miljoen gulden overschrijdend, verricht in guldens of inwisselbare valuta's in opdracht van ingezetenen van het Koninkrijk der Nederlanden, als betaling voor Poolse exporten die dit Koninkrijk als bestemming hebben, namelijk:

— 5% over het deel van het jaarlijkse totaalbedrag der netto betalingen dat tussen de 18 en 50 miljoen gulden ligt;

— 8% over het jaarlijkse totaalbedrag van de netto betalingen boven de 50 miljoen gulden.

3. De jaarlijkse stortingen worden in opdracht van de Poolse Regering door de Nationale Bank van Polen verricht op basis van de door de Nederlandsche Bank aan de Nationale Bank van Polen verstrekte gegevens en binnen drie maanden na overlegging van deze gegevens.

4. De jaarlijkse stortingen worden geboekt op een in de boeken der Nederlandsche Bank te openen rekening „Schadevergoeding Polen”, ten name van de Nederlandse Regering.

5. De eerste storting die wordt verricht heeft betrekking op de periode die loopt van 1 januari 1963 tot en met 31 december 1963.

6. De laatste storting is gelijk aan het verschil tussen het gehele krachtens artikel 1 te betalen bedrag en de som van de reeds verrichte stortingen.

Artikel 4

1. De volledige betaling door de Poolse Regering van het in artikel 1 genoemde bedrag ontslaat de Poolse Staat en alle Poolse natuurlijke personen of rechtspersonen van verdere verplichtingen uit hoofde van alle in voornoemd artikel bedoelde Nederlandse schadevergoedingsaanspraken.

2. De Nederlandse Regering verbindt zich aan de door deze Overeenkomst geregelde schadevergoedingsaanspraken bij de Poolse Regering geen steun te zullen verlenen, noch deze geldend te zullen maken.

Artikel 5

1. Na volledige betaling van het in artikel 1 genoemde bedrag, wordt de Poolse Regering in het bezit gesteld van bescheiden waaruit

de door deze Overeenkomst geregelde Nederlandse schadevergoedingsaanspraken blijken.

2. In die gevallen waarin het de Nederlandse Regering onmogelijk zou zijn de in het voorgaande lid genoemde bescheiden over te leggen, ontvangt de Poolse Regering een ter zake dienend kwijtingsbewijs, getekend door de betrokken rechthebbende of rechthebbenden.

3. De Poolse Regering beschouwt alle Poolse publiekrechtelijke vorderingen jegens alle Nederlandse belanghebbenden als definitief geregeld, voor zover deze betrekking hebben op de door deze Overeenkomst geregelde schadevergoedingsaanspraken.

In het bijzonder zijn de Nederlandse belanghebbenden definitief ontslagen van iedere uit wettelijke of bestuursrechtelijke Poolse voorschriften voortvloeiende belastingverplichting die betrekking heeft op de eigendommen en belangen die zijn getroffen door de Poolse maatregelen, dan wel op de hun uit hoofde van de toepassing van deze maatregelen toekomende schadevergoedingsbedragen.

De schadevergoeding als bedoeld in artikel 1 wordt bovendien uitbetaald vrij van enige toekomstige Poolse belasting of heffing.

4. De Poolse Regering kan Poolse publiekrechtelijke vorderingen bedoeld in het derde lid van dit artikel niet meer geldend maken.

5. De vroegere Nederlandse eigenaren van ondernemingen of onroerende goederen die zijn getroffen door de Poolse maatregelen, zijn van iedere verplichting ontslagen, die vóór deze maatregelen ontstaan was en op deze ondernemingen of op deze onroerende goederen drukt.

Artikel 6

De bevoegdheid tot en de verantwoordelijkheid voor de verdeling van het in artikel 1 genoemde schadevergoedingsbedrag van 9.050.000 gulden onder de Nederlandse belanghebbenden berust volledig bij de Nederlandse Regering.

Artikel 7

Ten einde de Nederlandse Regering de verdeling van het schadevergoedingsbedrag te vergemakkelijken, verstrekt de Poolse Regering aan de Nederlandse Regering op haar verzoek, en voor zover mogelijk, alle inlichtingen die nodig zijn om de aanvragen van de Nederlandse belanghebbenden te onderzoeken.

Artikel 8

De toepassing van deze Overeenkomst op Suriname en de Nederlandse Antillen is onderworpen aan de goedkeuring van de Regeringen van die landen, welke zal worden beschouwd als stilzwijgend te zijn verleend, tenzij de Nederlandse Regering de Poolse Regering

binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst van het tegendeel in kennis stelt.

Artikel 9

Deze Overeenkomst dient door de grondwettelijk bevoegde autoriteiten te worden goedgekeurd en treedt in werking op de dag van uitwisseling van de nota's waarin wordt vastgesteld dat aan deze voorwaarde is voldaan.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Warschau, 20 december 1963, in tweevoud in de Franse taal.

Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden
(w.g.) G. VAN VLOTEN

Voor de Regering van de
Poolse Volksrepubliek
(w.g.) FR. HOFMOKL

Nr. I

POOLSE VOLKSREPUBLIEK MINISTERIE VAN FINANCIËN

Warschau, 20 december 1963.

Mijnheer de Tijdelijk Zaakgelastigde,

Met verwijzing naar artikel 1 van de heden ondertekende Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Poolse Volksrepubliek tot schadeloosstelling voor bepaalde Nederlandse belangen in Polen, heb ik de eer U te bevestigen dat door deze Overeenkomst niet geregeld worden de verplichtingen voortvloeiende uit de vóór de oorlog door de Poolse Staat uitgegeven of gewaarborgde obligaties in Amerikaanse dollars, in handen van Nederlandse natuurlijke personen of rechtspersonen.

Deze obligaties genieten dezelfde behandeling als die in handen van Amerikaanse onderdanen.

Ik zal het op prijs stellen, indien U het bovenstaande zult willen bevestigen.

Met de verzekering, Mijnheer de Tijdelijk Zaakgelastigde, van mijn gevoelens van hoogachting.

(w.g.) FR. HOFMOKL

Raadadviseur bij het Ministerie van Financiën

*De Heer G. van Vloten
Tijdelijk Zaakgelastigde van het
Koninkrijk der Nederlanden
te Warschau*

Nr. II

AMBASSADE VAN HET
KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

Warschau, 20 december 1963.

Mijnheer de Raadadviseur,

In Uw brief van heden hebt U mij het volgende medegedeeld:
(zoals in nr. I)

Ik heb de eer U te bevestigen, dat ik van het bovenstaande kennis heb genomen.

Met de verzekering, Mijnheer de Raadadviseur, van mijn gevoelens van hoogachting,

(w.g.) G. VAN VLOTEN
Tijdelijk Zaakgelastigde

*De Heer Fr. Hofmokl
Raadadviseur bij het
Ministerie van Financiën
te Warschau*

Nr. III

AMBASSADE VAN HET
KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

Warschau, 20 december 1963.

Mijnheer de Raadadviseur,

Met verwijzing naar artikel 1 van de heden ondertekende Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

en de Regering van de Poolse Volksrepubliek tot schadeloosstelling voor bepaalde Nederlandse belangen in Polen, heb ik de eer vast te stellen dat door deze Overeenkomst niet geregeld worden de leningen van de oude Oostenrijkse en Hongaarse staatsschulden, waarvan de dienst bij de „Caisse Commune des Porteurs des Dettes publiques autrichiennes et hongroises” is gecentraliseerd.

Ik zal het op prijs stellen, indien U het bovenstaande zult willen bevestigen.

Met de verzekering, Mijnheer de Raadadviseur, van mijn gevoelens van hoogachting,

(w.g.) G. VAN VLOTEN

Tijdelijk Zaakgelastigde

*De Heer Fr. Hofmokl
Raadadviseur bij het
Ministerie van Financiën
te Warschau*

Nr. IV

**POOLSE VOLKSREPUBLIEK
MINISTERIE VAN FINANCIËN**

Warschau, 20 december 1963.

Mijnheer de Tijdelijk Zaakgelastigde,

In Uw brief van heden hebt U mij het volgende medegedeeld:
(zoals in nr. III)

Ik heb de eer U het bovenstaande te bevestigen en er nogmaals op te wijzen dat de Poolse Delegatie heeft verklaard over deze leningen geen besprekingen te kunnen voeren.

Met de verzekering, Mijnheer de Tijdelijk Zaakgelastigde, van mijn gevoelens van hoogachting.

(w.g.) FR. HOFMOKL

Raadadviseur bij het Ministerie van Financiën

*De Heer G. van Vloten
Tijdelijk Zaakgelastigde van het
Koninkrijk der Nederlanden
te Warschau*

Nr. V

**AMBASSADE VAN HET
KONINKRIJK DER NEDERLANDEN**

Warschau, 20 december 1963.

Mijnheer de Raadadviseur,

Met verwijzing naar artikel 1, sub c) van de heden ondertekende Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Poolse Volksrepubliek tot schadeloosstelling voor bepaalde Nederlandse belangen in Polen, heb ik de eer U te bevestigen dat de Nederlandse Regering afziet van de betaling van een bedrag van 133.500 gulden door de Poolse Republiek, zijnde het resterende bedrag van de schuld van de Poolse staat jegens de Nederlandse staat, die op 14 maart 1935 vastgesteld is ter regeling van de „Relief Debt” van Polen jegens Nederland.

Ik zal het op prijs stellen, indien U van het bovenstaande kennis zult willen nemen.

Met de verzekering, Mijnheer de Raadadviseur, van mijn gevoelens van hoogachting,

(w.g.) G. VAN VLOTEN
Tijdelijk Zaakgelastigde

*De Heer Fr. Hofmohl
Raadadviseur bij het
Ministerie van Financiën
te Warschau*

Nr. VI

**POOLSE VOLKSREPUBLIC
MINISTERIE VAN FINANCIËN**

Warschau, 20 december 1963.

Mijnheer de Tijdelijk Zaakgelastigde,

In Uw brief van heden hebt U mij het volgende medegedeeld:
(zoals in nr. V)

Ik heb de eer U mede te delen dat ik van het bovenstaande kennis heb genomen.

Met de verzekering, Mijnheer de Tijdelijk Zaakgelastigde, van mijn gevoelens van hoogachting.

(w.g.) FR. HOFMOKL

Raadadviseur bij het Ministerie van Financiën

*De Heer G. van Vloten
Tijdelijk Zaakgelastigde van het
Koninkrijk der Nederlanden
te Warschau*

Nr. VII

AMBASSADE VAN HET
KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

Warschau, 20 december 1963.

Mijnheer de Raadadviseur,

Met verwijzing naar artikel 1 van de heden ondertekende Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Poolse Volksrepubliek tot schadeloosstelling voor bepaalde Nederlandse belangen in Polen, heb ik de eer vast te stellen dat door deze Overeenkomst niet geregeld worden de obligatieleningen van de voormalige Vrijstad Danzig en van het voormalige Havenbestuur van Danzig.

Ik zal het op prijs stellen, indien U het bovenstaande zult willen bevestigen.

Met de verzekering, Mijnheer de Raadadviseur, van mijn gevoelens van hoogachting,

(w.g.) G. VAN VLOTEN

Tijdelijk Zaakgelastigde

*De Heer Fr. Hofmokl
Raadadviseur bij het
Ministerie van Financiën
te Warschau*

Nr. VIII

POOLSE VOLKSREPUBLIEK
MINISTERIE VAN FINANCIËN

Warschau, 20 december 1963.

Mijnheer de Tijdelijk Zaakgelastigde,

In Uw brief van heden hebt U mij het volgende medegedeeld:

(zoals in nr. VII)

Ik heb de eer U het bovenstaande te bevestigen.

Met de verzekering, Mijnheer de Tijdelijk Zaakgelastigde, van mijn gevoelens van hoogachting.

(w.g.) FR. HOFMOKL

Raadadviseur bij het Ministerie van Financiën

*De Heer G. van Vloten
Tijdelijk Zaakgelastigde van het
Koninkrijk der Nederlanden
te Warschau*

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst met de bijbehorende brieven behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 9 in werking treden op de dag waarop tussen de Nederlandse en de Poolse Regering nota's worden gewisseld houdende mededeling dat de grondwettelijk vereiste goedkeuring in beide Staten is verkregen.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst voor het gehele Koninkrijk gelden, met dien verstande dat haar toepassing op Suriname en de Nederlandse Antillen ingevolge artikel 8 is onderworpen aan de goedkeuring van de Regeringen van die landen, welke goedkeuring geacht zal worden stilzwijgend te

zijn verleend, indien de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden niet binnen drie maanden na de inwerkingtreding der Overeenkomst van het tegendeel zal hebben kennis gegeven aan de Poolse Regering.

Uitgegeven de *vijfde* maart 1964.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. LUNS.